

16 - 31 mai

1998

n° 93

cinquième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

DANZAS

The Worldwide Transportation Network

5 ans
sur le terrain ...

Tel/Fax + 855. 23. 723. 464
Ctc : Christophe LEFEBVRE

petits bonds en avant

Ni lièvre ni tortue, la vie politique cambodgienne avance comme une grenouille : à petits bonds. C' est dû sans doute à la mauvaise visibilité, et à la nature du terrain.

Elle progresse pourtant, et l'objectif, les élections du 26 juillet, semble à sa portée.

- 39 partis ont bel et bien été enregistrés dans les délais.

- l'inscription des électeurs commence ce 18 mai comme prévu, les équipes et le matériel sont prêts.

- les premiers observateurs "à long terme" de l'Union Européenne sont arrivés.

- le Conseil constitutionnel, pièce indispensable, est sur le point d'être enfin constitué.

- les partis devraient avoir accès aux médias audio-visuels.

Bien sûr il y a, il y aura intimidations, dérapages, bavures. Bien évidemment ces élections seront imparfaites.

Mais qu'il y ait au Cambodge des élections, cinq ans après les premières, que les gens en voient l'intérêt et participent, ce n'est déjà pas si mal. On réalisera progressivement les améliorations nécessaires, le "fine tuning".

Avant que vole le premier avion, on a construit bien des modèles bizarres, ils faisaient des bonds aussi, il y a eu beaucoup de casse. Fallait-il dire "ce n'est pas crédible !" et laisser tomber ? Peu à peu, à force de bonne volonté, de travail, on est arrivé à des avions qui volent.

Manifestement la démocratie c'est encore plus difficile que l'aéronautique.

Plus encore que les élections, c'est le gouvernement qui suivra, et les institutions, qui devront être crédibles. C.N.

entretien

Gildas Le Lidec

ambassadeur de France au Cambodge

"la coopération française prépare l'avenir du Cambodge - Elle s'inscrit dans la durée. - Nous avons créé une ambiance, une amitié, une connivence".

Le plus important dans notre coopération au Cambodge, comme dans celle de la France avec d'autres pays, c'est la continuité.

Les événements de juillet 97 - que ne ne qualifierai pas - ont été importants, et la réaction de la France à ces événements a été de décider de laisser en place son système, avec ses hommes. Pourquoi ?

la coopération n'a de valeur que si elle s'inscrit dans la continuité

C'est une coïncidence, le 4 juillet, la veille des événements, avait lieu à Paris la réunion de la Commission mixte de Coopération culturelle, scientifique et technique. Avec M. Ung Huot ministre des Affaires étrangères, M. Tol Lah ministre de l'Education, nous définissons de concert les grandes lignes de l'action de la coopération française pour les deux ans à venir : 1998, 1999.

La prochaine Commission mixte est prévue pour la deuxième moitié de 1999.

La coopération n'a de valeur que si elle s'inscrit dans la continuité. On ne peut pas l'interrompre soudain pour une raison politique, si importante soit elle. C'est facile d'interrompre, mais c'est très difficile de reprendre.

la coopération prépare l'avenir

Deuxième chose : la coopération s'adresse aux Cambodgiens,

pas au PPC, ni au Funcinpec, ni au PLDB, etc ... c'est fondamental. La meilleure preuve : nous la mettons en oeuvre sur

elle met l'accent sur la formation, elle prépare l'avenir

des programmes de formation, des programmes généralistes qui s'adressent à la jeune génération de Cambodgiens.

Donc je refuse catégoriquement qu'on prenne la coopération française comme otage et qu'on dise qu'elle est pro-untel ou pro-untel.

rupture ni en juillet 97 ni en juillet 98

Nous arrivons à une nouvelle étape importante de l'histoire contemporaine du Cambodge, les élections du 26 juillet. Les élections, c'est tout sauf une rupture. C'est la continuation d'un gouvernement, pour nous la poursuite d'un partenariat avec les autorités cambodgiennes.

La France, en concertation avec le gouvernement royal du Cambodge s'est engagée sur des programmes qui trouvent leur signification parce qu'ils sont à long terme, parce qu'ils sont fondés sur des actions de formation. Il n'y aura pas plus de rupture en juillet 98 qu'en juillet 97.

Il y aura vraisemblablement, décollant de ce qui va se passer, une adaptation. Mais sur le fond des choses, je ne vois pas

pourquoi on devrait imaginer un scénario catastrophe.

avoir confiance dans les responsables

Et si les élections n'étaient pas crédibles ? D'abord nous nous ferons notre opinion par nous-mêmes. La France est suffisamment connue pour être la détentrice des valeurs démocratiques fondamentales, son histoire l'a démontré. Nous n'avons donc de leçons à recevoir de personne. Nous nous déterminerons selon nos propres idéaux, nos propres valeurs. Nous n'attendons pas qu'une mode médiatique se mette en place pour nous déterminer.

Il est évident que si un régime sanguinaire se mettait en place au Cambodge suite à des mas-

pas de scénario-catastrophe nous avons confiance dans le Cambodge

sacres qui dépasseraient l'entendement, il est évident que la France serait amenée à revoir sa donne. Mais nous avons confiance dans le Cambodge. J'ai personnellement confiance dans l'évolution cambodgienne, dans l'abilité des responsables de ce pays à faire face à leurs responsabilités.

Je suis de ceux qui pensent et souhaitent ardemment que les élections se passeront de façon à donner des résultats crédibles et

(suite page 2)

A l'intérieur

entretien : S.E. G. Le Lidec

pp. 1 - 2 - 5

la coopération française

pp. 1 - 2 - 3 - 4 - 5

nouveaux projets d'investissements

pp. 6 - 7

les légumes "bio" de M. Marty

p. 7

livres

p. 8

médias

p. 8

(Suite de la page 1)

en faisant place à une opposition crédible à l'Assemblée nationale.

Selon les entretiens que j'ai eus avec tous les côtés politiques, à quelque niveau que ce soit, j'ai cru percevoir la volonté politique des Cambodgiens d'aller dans ce sens. Je reste confiant, et ne vais pas crier avec les loups, clamer deux mois et demi avant le scrutin que celui-ci doit être déclaré nul et non-avenu.

l'Europe, moteur du processus électoral

Pour l'Europe, l'unanimité a été faite, après discussions comme il est naturel dans un ensemble de 15 pays libres de leurs choix : l'Union Européenne est le premier pourvoyeur d'aide et d'assistance au processus démocratique.

L'Europe a été plus loin, en servant de moteur à la communauté internationale pour tirer le processus électoral vers son aboutissement, des élections libres et démocratiques le 26 juillet. Les autres pays, progressivement ont suivi.

Aucun grand pays responsable ne se tiendra écarté d'un processus qui ne peut jouer que pour le peuple cambodgien. C'est cela qui doit nous guider.

refuser d'être piégés

Les donateurs ne doivent pas se trouver prisonniers du jeu politique des Cambodgiens. Nous sommes à l'extérieur, pas des acteurs, nous n'avons pas à être partie prenante, nous devons refuser d'être piégés. Nous n'avons pas d'état d'âme.

Nous regardons le Cambodge avec sympathie, nous encourageons les Cambodgiens pour qu'ils réussissent cette étape capitale sur la voie de la démocratie, mais c'est leur affaire, pas la

nôtre. Ils en sont responsables. La coopération risque-t-elle d'

la qualité de la coopération compte plus que son volume

autre part d'être diminuée pour des raisons de restrictions budgétaires ?

Mais ce n'est pas la quantité, le volume de l'aide qu'il faut considérer, ce n'est pas le premier critère. Beaucoup plus important est le critère de la qualité. Ceux qui connaissent la coopération le savent bien.

Concernant les gens, j'ai rarement vu un pays ayant reçu des coopérateurs d'une telle qualité humaine. Il ne s'agit pas tellement des diplômes que de la compétence et surtout de l'enthousiasme. Les Cambodgiens le savent et je rends hommage moi aussi à la qualité humaine de nos coopérateurs.

Il faut dire aussi que les lignes de notre action ont été bien choisies. Là où nous nous sommes engagés, nous n'avons jamais trouvé que c'était une voie sans issue et qu'il fallait revenir en arrière. Nous avons poursuivi tout ce qui a été engagé.

Et il faut rappeler enfin la concertation avec les autorités cambodgiennes. La coopération française ne peut avoir sa valeur que si elle est non seulement acceptée par les Cambodgiens, mais que si les Cambodgiens y adhèrent. Cette coopération n'est donc pas unilatérale, elle est vraiment bilatérale, discutée dans le cadre biennal des Commissions mixtes, dans le cadre de la conversation que nous avons très régulièrement avec chaque autorité : ministères de

la Santé, de la Culture, de l'Economie et des Finances, ...

Il ne s'agit pas d'impérialisme culturel, c'est le résultat d'un dialogue.

Donc ne jugeons pas sur les montants de l'aide : l'important n'est pas de savoir qu'on a dépensé 60 millions pour l'hôpital Calmette, mais que l'on a formé 50 médecins, de façon fiable, qui pourront répondre à la demande, et qui en formeront d'autres ensuite.

Il faut sortir de la période où les pays donateurs se confrontaient avec des montants au sein de l'ICORC et ensuite du Groupe consultatif de la Banque Mondiale. Ce côté parade doit être maintenant oublié. C'est le contenu des programmes qui doit être tenu en considération. Les montants, on les invente. Avec les réalités on ne peut pas tricher.

les conditions minimales de la coopération

Y a-t-il des côtés négatifs ?

D'abord une coopération n'est jamais parfaite.

Ensuite il faut qu'elle s'exerce là où existe le minimum de règles nécessaires pour que les valeurs démocratiques, la défense des droits de l'Homme s'exercent. On coopère avec des pays dont on peut penser qu'ils ne sont pas détestables.

de la déception à l'espoir

Certains projets ont été difficiles à mettre en place, certains ont suscité un grand désespoir et aujourd'hui suscitent de grandes espérances, par exemple l'hévéaculture. Certains projets ont bien démarré mais ont dû être interrompus pour des raisons indépendantes de leur vo-

lonté et être repris à partir de zéro : c'est le cas de Pochentong où l'on ne pouvait pas prévoir la destruction et le pillage. Ce que nous souhaitons, c'est

pour coopérer, il faut des interlocuteurs responsables

avoir en face de nous des interlocuteurs qui lorsqu'ils prennent une décision, s'y tiennent. Qu'il y ait un pouvoir responsable. On ne peut pas continuer comme cela a été le cas entre 1993 et 97 avec une dualité du pouvoir, avec l'un qui dit oui et l'autre qui dit non. Ce n'est plus possible. C'est le signe de la nécrose.

S'il n'y a pas de responsables en face de nous, des gens qui tiennent leurs engagements, là nous ne savons pas faire, nous prenons d'autres dispositions.

quelle sera la suite ? En tous cas, ne pas se décourager

Une question de fond : quelle sera la suite ? Lorsque nous estimons qu'un projet est terminé, le relais doit être pris par le côté cambodgien. Les relais seront-ils correctement pris ?

On verra bien, et ce sera le succès de la coopération française si effectivement il y a des relais. En tous cas il ne faut pas se décourager. L'étranger qui investit, que ce soit dans le domaine économique, ou commercial, ou culturel, ne doit pas attendre un résultat immédiat, car il sera déçu. Mais ce qu'il a semé tôt ou tard renaitra. Il ne faut pas se laisser aller à la sinistrose.

Le Cambodge est un pays de passion et, peut-être que nos

(Suite page 5)

A PROPOS ...

Hun Sen et le PPC

Concernant Hun Sen et le PPC, il y a deux opinions opposées :

- selon les uns, le PPC gagnerait à se séparer de Hun Sen. Cela donnerait au PPC une image plus favorable dans certains pays étrangers, où l'on assimile Hun Sen au communisme, voire aux khmers rouges; et cela permettrait au PPC de faire place à des personnalités et des courants dif-

férents, de réaliser la mutation nécessaire;

- selon les autres au contraire, Hun Sen constitue la force principale du PPC qui sans lui serait divisé, sans leader d'envergure suffisante pour s'imposer à tous. Selon ceux-là, Hun Sen risquerait, en créant un nouveau parti, d'enlever avec lui la majorité du PPC, qui alors pourrait s'écrouler. Selon eux, l'idée de remplacer Hun Sen est introduite par certains membres de l'opposition

qui cherchent ainsi à casser le PPC.

C'est cette deuxième opinion qui prévaut actuellement au PPC. En période pré-électorale, il est essentiel de conserver l'unité du parti. Mais la discussion pourrait reprendre après les élections.

mauvais coup porté au FUN

Le dépouillement des bulletins de vote se fera au niveau des communes, 1 500 points environ, et non des villages (11 000). Mais

on comprend que Sam Rainsy ait été très contrarié par le lâchage de Ranariddh sur ce point - sur un simple coup de téléphone de Hun Sen - : Sam Rainsy venait de faire du dépouillement au niveau des districts, ou des provinces, l'une des conditions de la participation du FUN au scrutin (CN 92). C'est est retourner aux décisions personnelles, aux travers qui ont conduit le Funcinpec à sa perte. Et c'est un mauvais coup porté au Front Uni National (FUN) ...

la Coopération française

Elle n'est pas facile à appréhender sans son ensemble à cause de sa diversité, et parce qu'elle provient de quatre sources administratives distinctes : la DGRGST (Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des Affaires étrangères), le Secrétariat d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, le Trésor, et l'Agence Française de Développement. Mais elle répond à des principes et à des objectifs clairs. Et elle s'inscrit dans la durée. Les événements de juillet 1997 n'ont eu sur la coopération française aucune incidence : c'est qu'elle s'adresse aux Etats et aux habitants, non aux régimes.

Une inquiétude cependant : lorsque cette coopération en faveur du Cambodge, exceptionnellement importante, devra diminuer, les Cambodgiens sauront-ils prendre le relais ?

La coopération de la France en faveur du Cambodge, la deuxième en importance après celle du Japon, a peut-être pour caractéristique principale d'être dans l'ensemble peu visible. Cela vient de ce qu'elle s'adresse pour une large part

à des secteurs abstraits, comme la Formation, l'Education, le rayonnement de la culture cambodgienne.

pour préparer l'avenir. Education et Formation. A la différence du Japon qui, au total, coule beaucoup de béton - routes, ponts, hopitaux, ... (CN 81) - dont l'utilité immédiate est

très visible, la France a choisi des terrains plus difficiles, dont les résultats sont à plus long terme et plus diffus.

"Nous aussi savons couler du béton, faire des ponts etc ... explique Michel Igout, Chargé de mission à l'ambassade, mais nous faisons de préférence ce que d'autres font moins bien, notamment la formation.

"Exemple : nous formons des Cambodgiens à tous les métiers médicaux : hospitaliers, gestionnaires, ... Nous formons des techniciens supérieurs et des ingénieurs dans plusieurs disciplines comme l'Electricité, les Travaux publics, le Génie rural, l'Hydraulique, ... dont on sait d'avance qu'ils seront très recherchés.

"Nous avons une action importante aussi dans le domaine de l'Education : instituteurs, professeurs du secondaire et du supérieur, comme dans celui du système éducatif : inspecteurs de l'enseignement primaire, et maintenant aussi du secondaire.

"Nous formons des juristes, des économistes, des cadres administratifs ...

"Ainsi nous préparons l'avenir en formant la jeunesse à des métiers à la fois attirants et indispensables au développement du Cambodge.

Ce faisant nous n'imposons pas

les français : notre objectif n'est pas d'imposer la langue française mais d'abord de former des professionnels dans des disciplines utiles.

important effort culturel. Un autre volet de notre coopération : nous contribuons au rayonnement de la culture cambodgienne, de façon désintéressée. Nous cherchons à redonner aux Cambodgiens le goût de leur culture.

L'outil, dans ce domaine, est le Centre culturel (qui reçoit environ 15 millions de FF en 1998), mais d'autres actions importantes sont menées, notamment : - à Angkor la réhabilitation du Baphuon

- l'Exposition de l'Art Khmer qui a attiré 300 000 visiteurs payants (remboursant à peu près le coût de l'opération : restauration, assurances, transports, locations, gardiennages, ...)

- le travail sur les manuscrits du Cambodge;

- la coopération avec l'Université des Beaux-Arts : les artistes français - danse, musique, ... - que nous faisons venir travaillent trois semaines avec les étudiants cambodgiens avant de se produire en public une seule fois ...

- la réhabilitation de la Bibliothèque nationale entreprise en 1993, visant la conservation du patrimoine, et le réseau des Centres de documentation spécialisés;

Pour toutes ces actions, les choix sont difficiles, il faut des experts chevronnés, chers, et ce sont des actions très onéreuses. Mais nous considérons que c'est un privilège de pouvoir s'associer à ce rayonnement culturel par des actions dont le bénéfice n'est pas chiffrable ...

"Bref, après quatre ans, c'est peut-être là notre conclusion : le créneau que nous avons choisi

(Suite page 4)

développement institutionnel (en mio de FF)	
Ecole Royale d'Administration 1991-1998	20, 0
Coopération judiciaire 1992-1998	11, 93
Coopération financière 1991-1997	11, 66
Réforme de l'administration 1993-1996	5, 0
Assistance à la Police nationale 1992-1998	12, 5
développement économique et social	
Bibliothèque nationale, Centres de documentation 1992-1998	10, 56
Laboratoire du bâtiment et des Travaux publics 1995-98	11, 0
Appui aux infrastructures de Transport 1992-1998	6, 1
Hévéaculture 1992-1996 et 1998	29, 0
Complexe hospitalo-universitaire Calmette 1993-2001	60, 3
MST/Sida 1995-98	6, 0
développement culturel	
Centre Culturel Français 1992-1998	145, 8
Coopération avec TVK 1991-1998	6, 0
Coopération cinématographique	1, 9
Restauration d'Angkor	6, 0
coopération scolaire et universitaire	
Faculté de Droit 1992-1998	14, 9
et de Sciences Economiques 1992-1998	19, 0
Enseignement du français hors Fac. de Médecine 91-98	22, 9
Institut de Technologie 1993-99	72, 0
Faculté de Médecine, Pharmacie et Dentaire (ci-dessus)	

A PROPOS ...

mais pas de scission

Pourtant, contrairement aux rumeurs (selon Chakraval du 2 mai, trois des 4 partis qui forment le FUN auraient décidé d'expulser du Front le prince Ranariddh, qui aurait de son côté créé un autre Front avec Nhiek Bun Chhay et Ta Mok ... soutenu par les Etats-Unis !) le 13 les 3 autres leaders demandaient ouvertement à Ranariddh de

conserver son poste. Ces rumeurs et manoeuvres tendraient à retarder les élections pour donner le temps à Sam Rainsy de regrouper l'opposition.

communes ? districts ?

Il n'est pas prouvé que le dépouillement au niveau des districts ou des provinces aurait été plus sûr qu'au niveau des communes, selon certains observateurs. Les villageois se sentiraient plus concernés par un

dépouillement au niveau communal, ils pourraient mieux surveiller les comptages qui, au niveau des districts, leur échapperaient. Et les transports des urnes permettent bien des fraudes ...

Ngon Soeur : tiercé

"Dans les campagnes, au niveau des villages et des communes, seulement deux partis sont présents : le PPC et mon Parti du Citoyen Khmer", dit

Ngon Soeur qui revient d'une tournée en Province. "Dans les villes au contraire, le Parti de Sam Rainsy a de l'avance sur le mien. Les élections se joueront entre ces 3 partis. Au niveau des Districts, il y a une certaine présence aussi du Reastr Niyum de Ung Huot et du parti de Ieng Mouly. Le Funcinpec de Ranariddh commet des erreurs et semble en perte de vue".

(Suite page 4)

la coopération française

(suite de la page 3)

est difficile, il n'est pas spectaculaire, mais les Cambodgiens de haut niveau sont conscients de la qualité de notre effort".

des espoirs aussi

Il y a évidemment des déceptions. L'hévéaculture en est une. Et une autre : les lenteurs d'APSARA, l'Autorité qui doit gérer la région Siem Reap-Angkor. Sur ce dernier point, la France est concernée non seulement par ses propres contributions, mais parce qu'elle co-préside avec le Japon le Comité International de Coordination (CIC). Nous avons réalisé des projets d'envergure, mais ils ne sont toujours pas mis en place, malgré les recommandations des experts. sans doute faudra-t-il attendre que les élections soient passées.

Une autre approche pourrait être envisagée pour le projet APSARA : se concentrer sur la recherche, sur l'archéologie, et

abandonner le côté commercial et financier (la cité hôtelière).

Si cependant un grand groupe privé se manifestait de nouveau -comme il y a quelques années Espace-Culture du groupe Lyonnaise des Eaux- se manifestait, nous y apporterions notre appui. L'idée qu'un consortium international pourrait gérer la zone Siem Reap Angkor n'est pas abandonnée ...

des coopérateurs
de haut niveau

Les coopérateurs que nous envoyons au Cambodge -121 actuellement, en y comprenant le personnel de l'Ambassade et celui des services culturels- sont toujours de très haut niveau, en particulier les chefs de projet. Il est évident que ce personnel coûte cher.

Il faudrait y ajouter les experts rémunérés par l'Union Européenne donc partiellement par la France, pour des projets importants comme PRASAC, PA-

SEC, les Chantiers-écoles, ...

Dans les chiffres cités dans l'encadré ne sont pas comptés les salaires des coopérateurs (seulement ceux des "recrutés locaux"). Ces chiffres ne concernent ni le Poste d'Expansion Economique (PEE) ni la Caisse Française de Développement (CFD).

des satisfactions ...

Après plusieurs années de coopération, quelles réflexions, quelles interrogations suscite l'expérience ?

D'abord, des satisfactions :

- celle d'avoir travaillé en plein accord avec les responsables cambodgiens. Nous avons presque toujours répondu favorablement aux projets sollicités par le gouvernement royal. Nous établissons des objectifs communs, et les finalisons lors des réunions de la Commission mixte, tous les deux ans, dans des documents de coopération qui sont des guides, avec des

objectifs, des moyens, des durées.

- nos actions de coopération ont été regroupées en quatre chapitres (voir encadré) permettant une action claire et bien calibrée.

une inquiétude :

le relais cambodgien

La principale inquiétude vient de l'insuffisante "khmèrisation" des responsabilités. Les Cambodgiens ne semblent pas assez réaliser que la coopération prendra fin, et que ce sont eux qui devront alors décider et agir.

Après avoir fait d'abord une coopération de substitution, nous avons réalisé un gros effort de formation, précisément pour préparer ce passage des responsabilités, pour que le Cambodge dispose de nouveau d'élites dirigeantes.

Mais les Cambodgiens trop souvent ne semblent pas en avoir conscience. Nous regrettons qu'

(Suite page 5)

les protocoles financiers gérés par le PEE de 1991 à 1997, en mio de FF

Eau à Phnom Penh (enquêtes, filtres, remplacement de conduites, stations de pompage -doublement de Chamcar Mon-, distribution, facturation, production) 1991-96	80, 2
Electricité distribution à Phnom Penh et Sihanoukville, 1991- 1996	49, 7
Aéroport, Aviation civile (équipement, sécurité, tours de contrôle, formation des pilotes, hélico) 1991-1997	100, 9
Télécommunications (central Phnom Penh) 94-95	15, 7
Chemins de fer (matériel) 1992-93	18, 2
Santé (hôpital Calmette, Institut Pasteur, labo pharmaceutique, équip. radiologie, centre tétraplégie) 1991-95 ...	21, 1
Municipalité (hydrocureuses, drague, photos aériennes, cartographie, cadastre) 1992-96	11, 5
Port de Sihanoukville (stacker) 1992	3, 3
Hévéaculture (IRCC) 1992	5, 6
Télévision, Radio 1992-95	3, 7
Travaux publics (laboratoire, bitume) 1992, 96	5, 0
Institut de Technologie (laboratoire) 1992	2, 5
Institut d'Agronomie (laboratoire) 1992	3, 0
Impression de billets 1994	8, 0
Assistance technique au min. des Finances 95, 97	7, 5
Angkor mat. de manutention 1995	1, 3

les dons du Trésor, Poste d'Expansion Economique

"Dans l'ensemble je suis très content de cette coopération", nous dit le responsable du Poste d'Expansion Economique M. Dominique Causse, qui gère les dons du Trésor français au Cambodge.

"Ces dons, réglés par des "protocoles", concernent les infrastructures du Cambodge : Eau, Electricité, Aéroport et Aviation civile, Télécommunications, Chemins de fer, Santé, Travaux publics, etc ...

préparation et concertation

"On doit cette coopération sans problèmes à une bonne préparation : les études sont déjà réalisées par des professionnels, en général par des entreprises, avant de nous être soumises. Nous les faisons analyser à Paris

par nos services et négociations avec les entreprises, notamment pour les prix. Il y a parfois des appels d'offres, mais rarement. Une règle est que les projets sont réalisés obligatoirement avec du matériel français.

"Nous établissons ensuite avec les responsables cambodgiens une hiérarchie entre les projets, et nous décidons d'un commun accord un programme pour chaque année.

"Pour l'avenir, on ne peut pas savoir s'il y aura ou non diminution du montant des protocoles. L'approche du ministère des Finances français est technique plus que politique : elle s'inspire des besoins du pays, et des recommandations d'organismes comme le FMI".

A PROPOS ...

pas crédibles, et alors ?

L'opposition pourrait être tentée par une manœuvre : pousser à ce que les élections soient considérées comme "non-crédibles", et demander la création d'un gouvernement provisoire auquel elle participerait.

Un tel gouvernement ne serait pas forcément mauvais.

Mais c'est la crédibilité du Cambodge qui serait ruinée aux yeux

de certains étrangers (les démocraties occidentales). L'aide extérieure si nécessaire risquerait fort d'être interrompue.

kidnapings en augmentation

Les kidnapings d'hommes d'affaires, en général asiatiques (taiwanais ...) sont devenus une préoccupation majeure : il s'en produit 3 à 4 par semaine. Ils concernent souvent les enfants, et il arrive qu'ils se terminent tragiquement si la famille ne

peut pas payer. Ce qui manque : les familles ne collaborent pas du tout avec la police qui manque d'informations.

salaires minimum

Il est vrai, comme l'observe un lecteur du *Cambodia Daily* que le salaire minimum de 40 \$ ne s'applique qu'à la Confection. La loi sur le Travail ne chiffre pas le salaire minimum mais évoque seulement "un salaire permettant un niveau de vie décent". L'

explication : on ne pourrait pas donner 40 \$ aux nombreux fonctionnaires (police, ...) qui en gagnent 13. Beaucoup de petits emplois sont rémunérés moins de 40 \$.

Pochentong

Un nouveau protocole financier d'un montant de 6,7 millions de dollars a été signé le 13 mai entre le Ministre des Finances et de l'Economie S.E. Keat Chhon et l'ambassadeur de France

La coopération française

(Suite de la page 4)

ils ne perçoivent pas la dimension "coopérative" de nos activités. Il n'y a relais que pour s'approprier un projet déjà existant et bien fait, non pour le poursuivre. On voudrait que le ministre concerné assure la relève d'un projet en cours en nommant à la place du coopérant français un collaborateur cambodgien du projet.

relèves mal assurées

Mais il arrive que les gens une fois formés soient nommés ailleurs que dans leur spécialité, par exemple au laboratoire des Travaux Publics. A la Faculté de Droit et de Sciences économiques, le successeur au poste de directeur n'est pas encore nommé, et ce ne sera pas forcément celui qui a été formé pour ce poste.

Pour le projet APSARA, après le départ de J.C. Simon (CN 68), aucun nouvel expert cambodgien n'a été nommé, le projet de donner aux Cambodgiens la gestion du parc archéologique reste en l'état ...

Peut-être nous y sommes-nous mal pris ? Il aurait peut-être fallu insister davantage sur les successeurs.

Il est évident que ces insuffisances sont préjudiciables au développement.

vers une "normalisation" de la coopération française

Les projets des diverses branches de la coopération française sont soit terminés pour les uns, soit doivent prendre fin au cours des années 1998 et 1999. A deux exceptions notables près : la Santé, et la restauration du Baphuon à Angkor, qui l'un et l'autre dépasseront l'an 2000.

Il appartiendra à la prochaine Commission mixte, qui doit se réunir au cours de 1999, de déci-

S.E. G. Le Lidec. Il permettra de financer les équipements du nouvel aéroport de Pochentong. Au total, depuis 1995, la France a donné 12,5 millions de dollars pour la réhabilitation et l'extension de Pochentong.

Club d'Affaires

Franco-Cambodgien

Première réunion le 14 mai, au Cambodiana, avec 32 membres inscrits, et des propos d'encouragement de l'ambassadeur.

der pour les deux années 2000 et 2001.

Autant que l'on puisse le prévoir, deux domaines de la coopération seront en tout état de cause préservés : ce qui concerne l'état de Droit, et ce qui concerne la Santé.

On réservera aussi un sort particulier à Angkor.

Les autres projets pourraient être diminués, voire supprimés, ou demeurer comme une présence.

D'une façon générale, estime Michel Igout, il faut s'attendre à une certaine "normalisation" de la coopération française, c'est à dire à une certaine diminution en volume, compte tenu de la baisse du budget des Affaires étrangères, et du fait aussi que l'aide exceptionnellement élevée dont le Cambodge a bénéficié ces dernières années ne peut pas durer toujours.

On considère que la situation de grande urgence où se trouvait le Cambodge a maintenant, en gros, pris fin.

G. Le Lidec

(suite de la page 2)

amis cambodgiens nous y poussent, où l'on arrive avec beaucoup d'idées : on veut tout faire, on fait tout, et puis rien n'arrive. Il ne faut pas alors quitter le côté missionnaire pour tomber dans le côté destructeur, tomber dans la sinistrose, dire : "on ne peut rien faire avec ces gens-là".

Il faut toujours raison garder, éviter la passion, prendre du recul, laisser aux Cambodgiens leur chance, ne pas exiger : "nous vous avons donné beaucoup, vous devez nous rendre". Il faut attendre le moyen terme. Tous les efforts qui ont été faits ici trouveront un jour une réalisation. Nous sommes beaucoup trop impatients.

Le plus précieux de la coopéra-

tion française, que les autres ne peuvent pas faire : elle a su créer une ambiance, une connivence, et là-dessus on peut bâtir quelque chose. On peut laisser passer quelques difficultés, et la retrouver. Avec les gens les plus âgés, il existe cette connivence venue des années passées, qui repose sur la francophonie, ou la francophilie, mais le terme connivence me paraît convenir mieux,

le plus précieux :
nous avons créé
une ambiance,
une amitié,
une connivence

parce qu'elle se bâtit sur le terrain, avec un respect mutuel. C'est peut-être ce qui fait la qualité des relations entre la France et le Cambodge.

Pourquoi mettre tant d'argent sur un aussi petit pays ? C'est peut-être cela l'explication : l'amitié entre les deux pays. Comme disait Montaigne parlant de La Boétie : "parce que c'était lui, parce que c'était moi" : la plus belle définition de l'amitié.

L'Agence Française de Développement

Le tour d'horizon des programmes de l'Agence Française de Développement (ex-Caisse Française de Développement) qui avait été fait dans notre n° 85 reste valable dans ses grandes lignes, nous dit M. J.Y. Misselis, directeur de l'AFD au Cambodge.

Pour ce qui concerne les **poliers de Prey Nup**, les travaux ont commencé, et l'on n'attend pas qu'ils soient terminés pour former les habitants à la gestion collective du système. Les accompagnateurs français sont arrivés et seront très prochainement sur place. Le coût du projet est de 22 millions de FF.

La relance de la **filiale Soie** : le montage institutionnel est maintenant réalisé et le projet a commencé. Un expert français est arrivé. Rappelons qu'il s'agit de relancer et de développer, à partir du centre de formation et d'expérimentation de Puok, tous les aspects de cette activité traditionnelle, élevage des vers, culture des mûriers, filature, teinture, motifs, tissage, commercialisation (CN 68), en commençant par le nord-ouest du pays. L'opérateur français est **Eurochrysalide**. Le coût du projet : 12,5 mio de FF sur 2 à 3 ans.

Crédit Rural : une cellule de

coordination a été créée au sein de la Banque Nationale. L'idée générale : amener les caisses villageoises à l'autonomie et à l'équilibre.

Hydraulique villageoise : le programme, qui consiste à remettre en état ou créer 500 points d'eau, réalisé par 3 ONG, suit son cours. Coût : 15 millions de FF.

Agriculture péri-urbaine : le programme qui consiste à financer des exploitations pilotes de cultures maraîchères est en cours à Siem Reap, Pursat et à Battambang. Objectif : substituer les productions locales aux importations. Coût : 12 millions de FF sur 2 à 3 ans.

"En ce qui concerne **APSARA**, les propositions que nous avons faites en mars 1996 tiennent toujours, rappelle J.Y. Misselis : une subvention de 25 millions de FF et un prêt de 35 mio, destinés à financer les aménagements de la future Cité hôtelière à Siem Reap/Angkor : centre d'accueil, infrastructures.

"Les conditions étaient, et restent, que les recettes touristiques aillent comme prévu à l'APSARA, et que cette autorité en soit réellement une, avec les moyens humains et financiers nécessaires, de bonnes relations avec les autorités cen-

trales et celles de la province. Il faut aussi avant de commencer les travaux que les emprises soient évacuées.

"Nous considérons que le projet de Cité hôtelière reste bien fondé. Siem Reap a besoin d'hôtels bien situés, dans des parcs de verdure, avec de bonnes infrastructures, des moyens de communication faciles ...

"Il existe des sociétés intéressées par un investissement dans la Cité hôtelière. Mais il semble qu'elles attendent les élections pour prendre des décisions.

90 millions de FF disponibles pour 1998 et 1999

En 1997, 37 millions de FF de subventions ont été consacrés aux projets, dont 2 projets nouveaux : Hydraulique villageoise et Crédit rural.

En 1998 : 10 mio de FF, dont 3 pour l'Agriculture péri-urbaine et environ 6,5 pour l'Université Royale d'Agriculture. Au total 60 mio de FF.

A fin 1997, sur les 236 millions de FF que l'AFD avait accordés pour divers projets au Cambodge (dont 60 pour APSARA), 86 millions ont été décaissés.

150 restent donc à verser, et compte tenu des 60 de 1998 : restent 90 millions de FF pour des projets nouveaux sur une période de deux ans : 1998 et 1999.

NOUVEAUX PROJETS d' INVESTISSEMENTS

Il s'agit des projets qui ont été agréés par le CIB, *Cambodian Investment Board*, au cours des trois premiers mois de l'année. "Il y a incontestablement un ralentissement des demandes d'agrément", reconnaît M. Sok Chenda, Secrétaire général du CDC, le Conseil pour le Développement du Cambodge, "mais c'est un phénomène très normal en période pré-électorale".

"Nous recevons toujours des

Sok Chenda

préparer le long terme

"Le CDC dispose, après 4 ans, des textes juridiques nécessaires et de beaucoup d'informations sur l'activité économique. Ce qu'il faut maintenant, c'est coordonner cette information et en tirer les leçons. Il faut faire du CDC un outil de gouvernement, s'en servir pour orienter la politique à long terme.

"Il ne faut plus rien inventer, mais faire marcher la machine : coordonner les centres de décision, par exemple collaborer avec tous les gouverneurs de province.

"Exemple de déséquilibre : il n'est pas bon, socialement, politiquement, économiquement, pour l'urbanisme, pour l'hygiène, ... que toute l'activité soit concentrée à Phnom Penh et autour. Pourquoi pas de Confection à Kompong Cham ? Pourquoi pas l'IRCC à Kompong Cham plutôt qu'à Phnom Penh ? Il existe des bassins très utilisables, Ta Keo, Kompong Speu, ... Il faut mettre au point des mesures incitatives. Il manque manifestement un ministère, et une grande politique de l'Aménagement du territoire.

"Autre exemple : nous connaissons bien la localisation et la nature de toutes les aides. Et nous constatons que les investissements ne se font pas là où il y a des aides - y compris la formation - mais justement ailleurs. C'est absurde ! Il faut créer des pôles de développement bien conçus.

"La première priorité devrait être une politique de formation. Notre loi sur les investissements attire encore les investisseurs. Mais attention, il y a une forte compétition avec d'autres pays, et notre productivité est très très faible. Ce n'est qu'avec une main d'œuvre qualifiée, un sens de l'efficacité collective, de vraies entreprises, que le Cambodge s'en sortira".

missions de prospection, des candidats à l'investissement, le plus souvent Chinois, qui cherchent à profiter des prix bas. Et je dis oui ! N'attendez pas ! Le moment est favorable pour les plus avisés !"

attention aux chiffres

Rappelons qu'il s'agit de projets agréés, et non pas d'investissements réalisés. La réalisation concrète des projets après leur agrément reste difficile à suivre. Mais ces statistiques indiquent toutefois des tendances intéressantes.

Rappelons aussi qu'il est possible d'investir au Cambodge sans passer par le CDC (CN 87). Ne présentent leur dossier à l'agrément du CDC que les investisseurs qui demandent à bénéficier des dispositions prévues par la loi d'investissement : les projets les plus importants.

204,5 millions de dollars

51 projets ont été agréés au cours des 3 premiers mois de 1998, représentant un investissement cumulé de 204,54 millions de dollars, et 43 318 emplois.

Au mois d'avril : 5 projets agréés seulement, pour un total de 28,67 millions de dollars, correspondant à 9 627 emplois. Le mois d'avril marque donc une forte baisse : 5 projets au lieu d'une moyenne de 17 les 3 mois précédents. Et une baisse aussi en dollars : 28,7 mio après 68,1 millions par mois, en moyenne, au premier trimestre, soit moins de la moitié.

évolution complexe

L'évolution des moyennes trimestrielles des demandes d'agrément, depuis un an, est la

suivante (montants cumulés en mio de dollars) :

1er trim. 1997	303,0
2ème	79,1
3ème	186,6
4ème	190,4
1er trim. 1998	204,5

On voit que l'évolution récente n'est pas défavorable : le chiffre du premier trimestre, s'il reste bien inférieur à celui du premier trimestre 1997 (d'un tiers), est en progrès par rapport aux 3ème et quatrième trimestres 97.

Le chiffre d'avril n'est pas très significatif, à cause du nombre de jours de congé. Il y a de toutes façons d'assez fortes variations de mois en mois.

facteurs antagonistes

Divers facteurs encouragent ou au contraire dissuadent les investisseurs :

- la crise financière dans plusieurs pays de la région les ralentit;
- "l'effet juillet 97" ne s'est pas entièrement dissipé : on reste prudent;
- incertitudes : on attend l'après-élections pour se décider;
- imbroglios administratifs : passé le CDC, il faut payer à quantité de "guichets iniques";
- en sens inverse : la période électorale se présente somme toute plutôt bien; les plus fûtes viennent voir et se préparent; la Chine en particulier favorise les investissements chinois;
- les données fondamentales restent les mêmes : - bonne loi sur les investissements avec son sous-décret d'application; - le Cambodge reste un pays relativement peu cher, avec un potentiel important : Tourisme, Confection, Plantations, Construction, Agro-industrie, etc ...

répartition par secteurs :

Hôtellerie en tête

- En nombre de projets, c'est la Confection qui arrive nettement en tête : 26 projets sur un total de 49, soit un peu plus de la moitié. tendance poursuivie en avril : sur les 5 projets agréés, 3 relèvent de la Confection.

Loin derrière : l'Hôtellerie avec 5 projets, les Plantations avec 2, la Transformation du bois avec 2, etc ...

- mais en volume d'investissements, l'Hôtellerie vient nettement en tête avec 72,9 millions de dollars de projets, suivie par les Plantations 40,4 millions, et la Confection 30,7 millions.

On voit que l'investissement unitaire moyen est, en mio de \$:

- Confection : 1,18
- Hôtels : 14,6
- Plantations : 20,2

emplois

Activité de main d'oeuvre, la Confection prévoit de créer avec ses 26 projets presque 30 000 emplois, les trois-quarts du total (42 000) prévu pour les 49 projets :

- Confection 29 553
- Plantations 5 220
- Hôtels 1 189 etc ...

répartition par zones

Ensemble, les régions ASEAN et "autres Asie-Pacifique" cumulent 63,4 % des investissements agréés pendant les 3 premiers mois.

Remarquons que les "autres pays asiatiques" projettent d'investir beaucoup plus que les 9 de l'ASEAN : 45,8 % les premiers, et 17,5 % les pays de l'ASEAN. Ce qui confirme bien l'idée souvent soulignée que le Cambodge doit regarder bien au-delà de l'ASEAN

A côté de cette présence asiatique massive, l'investissement cambodgien trouve une place grandissante de 32,7 %.

Le reste est très faible : Europe 3,59 %; Amériques : 0,25 %.

(Suite page 7)

les principaux projets agréés au premier trimestre 1998

Cie	activité	origine	mio \$	emplois
Sokha Hotel Co	hôtel	Cambodge	40,0	601
Camb. Haining Group	palm, huile/cassave/canne	Chine	38,9	4 669
Micasa Hotel	hôtel / appart.	Malaisie/Singapour	22,5	216
Sunway City Camb.	ville nelle Chruy Changwar	Malaisie/Cambodge	10,0	472
Wang Fa Invest. Gr.	mine d'or	Taiwan	10,0	73
China State farm 999	culture / élev. porcs volaille	Chine	9,1	566
Siping Rifa Wood Ind.	pâte à papier	Chine	8,6	1 250
Nestlé Dairy	lait / prod. frais	Suisse/Cambodge	6,6	162
Kim Kit Internl.	hôtel	Cambodge	5,0	93
Natural Garment Man.	confection	Chine	3,5	2 924
Victory Long Age	chaussures	Cambodge/Taiwan	3,5	5 160

Vos rêves se sont ils envolés? Appelez Indochine Insurance!



- Indochine Insurance offre :
- Automobile
 - Un service efficace et rapide
 - Des experts pour vous conseiller sur :
 - Evaluation des risques
 - Expertise des sinistres
 - Prévention
 - Motocyclette
 - Santé
 - Accident du travail
 - Aviation
 - Transport de marchandises
 - Assistance rapatriement, etc...

Notre gamme comprend :

- Tous risques chantiers
- Incendies et risques divers

 **indochine**
INSURANCE
FULL COVER, TOTAL CONFIDENCE

Indochine Insurance #55, Street 178, No Problem Park, Phnom Penh Tel. 428 905/368 050/428 913/982 474 Fax 428 338
Agent pour : Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Camincor) • Cigna • Journeyman Services • Lloyd's of London • SCOR Re • Sonnichsen Scandinavia Group (SSG) • Willis Faber Dumas

une idée d'avenir les légumes "bio" de Michel Marty

Produire des légumes "bio" au Cambodge, sachant qu'ils reviennent nettement plus cher que les autres, est-ce une bonne idée ? Depuis un an, Michel Marty a entrepris d'en faire la démonstration.

Sur une terre normalement pauvre de Kompong Speu, qu'il a débroussaillée lui-même, il a commencé par faire pousser des salades. Maintenant, sans aucune aide extérieure, à partir de graines venues de France, il produit sur 4 ha, bientôt 5, une quinzaine de légumes : en plus de 4 sortes de salades, des tomates, des carottes, des poireaux, des poivrons, des radis, du basilic, du persil, des melons, des courgettes, des choux, du céleri, des asperges, des haricots verts ... au total 1 à 1,5 t par mois, selon la saison. Il emploie 25 personnes.

Ces produits bio -c'est à dire qu'on n'emploie ni pesticides, ni herbicides, ni engrais chimiques, mais des engrais naturels uniquement, du compost- reviennent en occident entre 2 et 3 fois plus cher que les autres. Pourtant, leur consommation augmente vite, environ 30 % des légumes consommés en France seraient "bio". *"Leur goût, c'est comme une Ferrari par rapport à la voiture de tout le monde"*.

Au Cambodge, comme au Vietnam, la culture "bio" est encore inconnue. Mais comme les clients existent -pour l'instant, surtout les visiteurs étrangers-, on a fait jusqu'ici venir ces produits à grands frais de France ou d'Australie.

Michel Marty a maintenant une quinzaine d'acheteurs à Phnom Penh, surtout des restaurants. Pour satisfaire une demande nouvellement apparue de clients par-

ticuliers, il ouvre à Phnom Penh une boutique, une "halle", en partenariat avec un boucher danois, exigeant comme lui sur la qualité. Ce n'est pas une réalisation ni un succès spectaculaire, lui et sa femme vivent "chichement". Mais deux choses importantes ont été démontrées :

- que la terre "ordinaire" du Cambodge, plutôt pauvre en général, peut porter une grande variété de produits si on l'arrose, si on la travaille, si on la commercialise correctement (Michel Marty a quantité de diplômes de haut niveau, français et américains, et beaucoup de pratique). C'est une démonstration d'importance majeure dans un pays qui importe presque tous ses légumes.

- et que la culture "bio" pourrait avoir un grand avenir, satisfaisant non seulement le marché cambodgien, mais surtout l'exportation.

Les prix de revient, au Cambodge, restent très raisonnables:

- la salade "bio" est vendue 1,50 \$ le kilo, alors qu'importée du Vietnam, et non "bio", elle est vendue 5 \$ le kilo.

- 1 kg de tomates est vendu sur le marché 2500 à 3000 riels; les tomates bio de Michel Marty sont vendues 1,50 \$, parfois 1 \$ si les conditions sont bonnes.

- ses courgettes "bio" -il est seul au Cambodge à en produire- sont vendues 2 \$. Importées du Vietnam, et non "bio" : 3,50 \$.

"Je pourrais exporter vers Taiwan, Singapour, Hong Kong, et même vers la Thaïlande", estime Michel Marty. *"Mais il ne faut pas vouloir aller trop vite. Pour étendre l'expérience, pour voir beaucoup plus grand, le principal obstacle est le manque de personnel qualifié. On ne pourrait pas mettre en culture 100 ha d'un coup. Il faut aller progressivement"*.

Quant aux conserves, c'est aussi une idée d'avenir, mais aux problèmes de production s'ajoutent de nombreuses contraintes techniques ...

projets d'investissements

répartition par pays

Le contraste est ici bien plus marqué encore :

- Chine	33, 94 %
- Cambodge	32, 73 %
- Malaisie	9, 72 %
- Taïwan	7, 70 %
- Singapour	7, 12 %
- Hong Kong	3, 04 %
- Suisse	2, 62 %
- Corée	1, 00 %

Les autres sont nettement au-dessous de 1 %.

On voit que l'Occident est beaucoup plus méfiant, beaucoup plus lent à réagir que certains Asiatiques.

L'intervention exceptionnelle de la Chine vient d'un important prêt chinois (CN 85, 86), et du phénomène de privatisation décidée par Pékin qui pousse les entreprises chinoises à investir à l'étranger.

LIVRES LIVRES LIVRES

"Le choc Europe-Asie"

Le grand mérite de ce livre très dense est de nourrir, d'enrichir de grands débats sur les relations passées, présentes et futures entre l'Asie et l'Occident. Il s'agit moins ici des rivalités économiques, que d'interrogations plus abstraites, plus fondamentales :

Existe-t'il des "valeurs asiatiques" distinctes des "valeurs occidentales" ? Et lesquelles ? Ces valeurs expliquent-elles la montée en puissance de l'Asie face à l'Occident ? Après des siècles de domination, l'Occident doit-il craindre d'être supplanté par l'Asie ? Peut-on s'attendre à une "revanche" de l'Asie ?

P.A. Donnet fait beaucoup de rappels historiques, donne beaucoup de chiffres, cite beaucoup de personnalités, et l'on sort du livre un peu étourdi, mais solidement documenté.

Et on en sort incertain. Exemple: selon Lee Kuan Yew, dont la clairvoyance n'est pas contestée, "le XXIème siècle verra l'Asie retrouver sa place dans le monde". Ce déplacement de la puissance en faveur de l'Asie, c'est une idée très généralement acceptée, y compris en Occident. Ernest Lavisse en 1890 : "La faculté de conduire l'histoire n'est pas une propriété perpétuelle. L'Europe, qui l'a héritée de l'Asie il y a 3000 ans ne la gardera peut-être pas toujours". De fait, voilà des années que l'on décrit la croissance extraordinaire du Japon, la trajectoire étonnante des "dragons", et plus récemment la montée en puissance de la Chine. Incidents de parcours ou pas, pour les uns "la dynamique accumulée en Asie est déjà telle que son développement n'est pas près de s'

arrêter".

Mais d'autres au contraire soulignent les faiblesses de l'Asie, et craignent, comme déjà Natsume Soseki il y a 100 ans, qu'elle ne perde son âme.

Selon Hideyasu Nasu, ancien patron de Sumitomo France, "l'Asie a encore beaucoup à apprendre de l'Europe pour maîtriser son destin, au risque de se fourvoyer dans des voies sans issue". Pessimiste, il estime que le Japon a déjà entamé son déclin dans une Asie morcelée, antagoniste, ... Il ne croit pas que la démocratie sera le résultat naturel de l'élévation du niveau de vie. "Notre devoir, à nous autres Asiatiques, est de retrouver nos propres idées".

Retrouver les valeurs proprement asiatiques, se dégager de l'influence de l'Occident, c'est l'un des thèmes favoris du Dr Mahathir, ténor de l'"asiatisme". L'idée a ses relais au Japon, et ses excès : au vu des succès économiques de l'Asie, pourquoi ne pas interdire le droit de grève, supprimer le droit de critique du gouvernement ? "Les droits de l'homme sont certainement une valeur, mais occidentale".

Ainsi donc, l'est et l'ouest jamais ne se rejoindront ? Sont-ils incompatibles ? Ou bien allons-nous au contraire vers une croissante interpénétration, des économies, des capitaux, des idées ? Faut-il craindre un choc Euro-pe-Asie ? Ou au contraire l'abandon des valeurs spécifiques, un métissage général ?

Le Dalaï Lama, André Malraux, Guy Sorman, Montesquieu, Deng Hsiao Ping, Matteo Ricci, Max Weber, Wei Jingsheng, et plus de 200 autres interviennent dans ce bon débat.

Le Choc Europe-Asie, par P.A. Donnet, préface de J.L. Domenech, 334 p., Seuil, 1998.

MEDIAS

Rasmei Kampuchea

Ta Mok en Thaïlande ?

Ta Mok a plus de 60 000 m3 de grumes à vendre, selon l'un de ses proches associés, rapporte *Rasmei Kampuchea* des 27-28 avril, soit au moins 18 millions de dollars. Dans les années 80, les khmers rouges étaient soutenus par la Thaïlande, la Chine et les Etats-Unis, rappelle le journal. Ta Mok a de nombreux intérêts en Thaïlande, et même un neveu thaïlandais, "ce qui indique qu'il se cache en Thaïlande". (d'après *The Mirror* 2 mai).

presse en crise

L'AKP, Agence Khmère de Presse, et la publication *Kampuchea*, qui dépendent toutes deux du ministère de l'Information, ont cessé leurs activités, faute de moyens financiers.

Journée Internet

L'ITC organisait le 7 mai une Journée "Entreprise sur Internet". Au nombre des intervenants : Koy Kim Sea, O. Nicole venu de Bangkok, Nguyen Chi Cong venu de Hanoi, Norbert Klein qui a parlé de la messagerie (e-mail) de son *Open Forum*. Beaucoup d'adeptes et de néophytes dans l'assistance. Tout le monde n'a peut-être pas profité d'informations telles que

* Application J : exécutable natif compilé en byte-code (pseudo) et exécuté par Java OS réservées à des praticiens déjà confirmés. L'essentiel est que les débutants soient là, et motivés.

Ibiscus

Le réseau francophone *Ibiscus*, qui relève de l'Agence de la Francophonie (ancienne ACCT), a créé sur Internet une "banque de données" sur le Cambodge (comme déjà sur une douzaine de pays). Cette banque contient pour l'instant une sélection d'organismes locaux susceptibles de détenir des informations, une "sélection bibliographique", et une liste d'associations françaises de solidarité internationale. Prochainement : une liste des livres concernant le Cambodge établie par les services culturels de l'ambassade et disponibles à la bibliothèque.

Il est question d'une coordination entre *Ibiscus* et *Cambodge Contact* de l'Aupelf-Uref.

Far Eastern Economic Review

pas de crise pour la drogue

Tout va bien pour les trafiquants de drogue : bonnes récoltes d'opium depuis plusieurs années dans le triangle d'or, davantage de consommateurs dans la région avec la crise, et commerce très rentable puisqu'ils achètent en bahts et revendent en dollars. 7 kg d'opium brut achetés 330 \$ au paysan produit une brique de 700 grammes d'héroïne qui vaut 4 250 \$ à la sortie de la raffinerie birmane, 6 250 \$ à Chiang Mai, 9 750 \$ à Bangkok. 53 000 \$ à Sydney, 80 000 à New York où, convenablement mélangée, elle rapporte au détail 280 000 \$. La Birmanie produit 2000 à 2600 t. d'opium brut par an.

Mais le produit qui monte, c'est la pilule de méthamphétamines dérivé de l'ephedra qui pousse au Yunnan, que l'on fabrique aussi chimiquement, et qui coûte beaucoup moins cher que l'héroïne, et que l'ecstasy, pour des effets tout aussi dévastateurs.

L'article ne mentionne pas le Cambodge. (FEER du 16.04).

L'Asie Magazine

pour et contre les élections

Dans le n° de mai, l'écho des querelles qui à propos du Cambodge divisent certains observateurs et journalistes : pour et contre le gouvernement de Phnom Penh, pour et contre Hun Sen, pour et contre les élections, querelles qui ont rempli bien des colonnes du *Phnom Penh Post* et ne semblent pas épuisées.

Sous le titre : "Faut-il soutenir le processus démocratique ?", on retrouve R. Jennar et M. Vickery, déjà connus de nos lecteurs (CN 89, 91). Ils soutiennent les élections de façon nuancée, raisonnable : elles seront imparfaites bien sûr, mais la démocratie se construit pas à pas

En face, un Suisse pessimiste qui balance quelques grosses pierres dans la barque électorale en espérant sans doute la faire couler, et conclut son article : "ces élections ne feront que marquer la fin de tout espoir démocratique au Cambodge. Après le coup d'Etat, le coup de grâce".

Il fait bien de vivre en Thaïlande, et peut-être n'aurait-il pas dû quitter la Suisse.

Cambodge Nouveau est entièrement réalisé au Cambodge

CAMBODGE NOUVEAU

le journal des décideurs

vos regards investissent



directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Enquêtes Suy Sothea
Mise en pages Pen Mary
Impression CIC
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU
est vendu sur abonnements seulement
exemplaire gratuit sur demande

tel 012 803 410 - 023 214 610